



PRÉFET DE L'ALLIER

Décision n°2015/PP/23
de dispenser d'évaluation environnementale
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement

Le préfet de département,

VU la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-4, R.122-17 et R.122-18 ;

VU la demande enregistrée sous le n°2015/PP/23, reçue le 24 décembre 2015 et envoyée complète par la Mairie d'Estivareilles, relative à la révision du zonage d'assainissement du bourg d'Estivareilles (Allier) ;

VU la saisine du directeur général de l'agence régionale de santé en date du 13 janvier 2015.

CONSIDÉRANT que le dossier présenté relève de l'article R. 122-17-II 4° du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dossier de demande comporte les éléments suffisants pour motiver la décision de l'autorité environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en la révision du zonage d'assainissement du Bourg d'Estivareilles ;

CONSIDÉRANT que la création de la station d'épuration résultant du zonage fera l'objet d'une analyse environnementale au titre de la réglementation « loi sur l'eau » ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de tout ce qui précède, compte tenu des caractéristiques du projet de zonage d'assainissement présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, le projet ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de révision du zonage d'assainissement du Bourg d'Estivareilles situé dans l'Allier présenté par la Mairie d'Estivareilles n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section II du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Clermont-Ferrand, le 12 février 2016

Pour le préfet et par subdélégation,
la chef du service connaissance, information,
développement durable, autorité environnementale

Signé

Agnès DELSOL

Voies et délais de recours

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le recours administratif prend la forme soit d'un recours gracieux, soit d'un recours hiérarchique. Le pétitionnaire a le choix mais ne peut en aucun cas cumuler les deux types de recours administratif.

Tout recours doit être formulé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision visée.

Le recours administratif suspend le délai du recours contentieux qui ne commencera à courir qu'à partir de la date de notification de la décision relative au recours administratif.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif

- Recours gracieux

Préfet du Cantal

Cours Monthyon – BP 529 – 15005 AURILLAC

- Recours hiérarchique

Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Grande Arche Tour Pascal A et B 92055 La Défense cedex

- Recours contentieux

Tribunal administratif de Clermont-Ferrand

6, cours Sablon 63 000 CLERMONT FERRAND